

Haut Conseil International de la Langue française et de la Francophonie (HCILFF) (6/12/2024)

Actions menées depuis le 18 juin 2020, et en cours en 2024 :

1) Création et installation en France, puis à l'extérieur :

Créé le 18 juin 2020 par *Avenir de la Langue française (ALF)*, et d'autres associations (*C.O.U.R.R.I.E.L.*, *AFRAV...*) le **Haut Conseil international de la langue française et de la Francophonie (HCILFF)** comprend 37 associations, dont 29 en France, 190 membres, dont 144 en France. Il est représentatif, à haut niveau, des grands secteurs d'activité et des diverses familles spirituelles et politiques nationales.

2) Actions prioritaires :

La *Haut Conseil* a agi **contre le coup d'État** accompli contre le *Conseil de l'Union européenne* par des institutions de l'Union faisant — illégalement et illégitimement, de surcroît : post-Brexit ! – de l'anglo-américain leur « langue commune », en fait leur langue de travail unique. Il a agi **juridiquement** par un recours en 2021 en Tribunal européen (première instance de la Cour européenne de Justice- CJUE). Il a agi **politiquement** :

- a) lettre collective 14/9/2020 au Président de la République, suivie de rappels ;
- b) notre invitation de **parlementaires français** à créer enfin **un Réseau transpartis de Résistance pour le français et la Francophonie**, qui manque cruellement au Sénat et à l'Assemblée ;
- c) saisine en février-mars 2021, du *Parlement européen* afin d'y obtenir un débat et le **vote d'une résolution contre l'anglais langue commune** ;
- d) Saisine de l'*Organisation internationale de la Francophonie (OIF)*.

Les résultats de ces actions n'ont pas encore répondu à toutes nos attentes.

Mais elles ont eu le mérite d'entraîner, pour la première fois, des retombées médiatiques intéressantes : articles (*Le Monde* (Mme Mushikiwabo de l'*OIF*), *L'Express*, *Libération*, *Marianne* ; entretiens télévisés d'Albert Salon (*TV5*, *TVLibertés Russia Today*), de Jean-Luc Mélenchon, aussi d'Éric Zemmour (*CNews*). Des articles de fond dans *Causeur* ont été rassemblés sous : « **Langue française : la France n'est pas une région de l'Union européenne !** ».

Le Haut Conseil a ajouté en 2022 les chantiers suivants à ceux en cours :

- Production d'une esquisse de **proposition de loi** sur le français, dans le même esprit que la loi 96 votée le 24 mai 2022 par le Parlement du Québec ; une ébauche mise en forme juridique par le professeur de droit (Paris-Assas) M. Olivier Gohin

a déjà été soumise à plusieurs dizaines de parlementaires intéressés par cette action et la création du Réseau précité.

- Intensification de la **solidarité et de la convergence des actions** entre d'une part ses associations membres et lui-même, et d'autre part les organismes homologues au Québec et dans les autres grandes communautés de langue maternelle française en Belgique, au Canada, au Luxembourg et en Suisse ;

- Identification plus précise des officines, notamment étrangères, mais surtout françaises qui oeuvrent, en France et ailleurs, à la **puissante offensive en cours** de grande substitution de l'anglo-américain au français, et publication de leur description dans les médias;

- Suivi attentif de la **mise en oeuvre concrète de la Cité internationale du français et de la Francophonie au château de Villers-Cotterêts**, grand projet qui fut, de son balcon, par nos associations fondatrices *Avenir de la Langue française (ALF)* et *Forum francophone international (FFI-France)* lancé publiquement le 7 octobre 2001. Adopté en 2017, il fut inauguré le 30/10/ 2023. **Mais** il nous laisse craindre que l'utilisation de son splendide potentiel ne soit pas à la hauteur de notre ambitieux projet d'origine pourtant développé publiquement par le Président de la République le 20 mars 2018 sous la Coupole, dans la présentation de sa politique générale du français et de la Francophonie. Le *Haut Conseil* tient à veiller à ce que son rôle ne soit pas réduit à celui d'un beau mais simple musée-mausolée de la Langue française.

- L'Armée française et la Défense nationale, de plus en plus gangrenées dans ses hautes sphères, depuis la décision du président Sarkozy de réintégrer largement la France dans l'OTAN. Le principe de l'interopérabilité des forces conduit à une emprise rapidement croissante de l'anglo-américain avec ses effets néfastes sur la documentation, la production d'information, la dominance de conceptions stratégiques qui ne servent pas nécessairement nos intérêts français.

- Les media en France et la langue française : développement de la politique de **communication** des associations du *Haut Conseil*.

Le *Haut Conseil* est devenu un acteur international reconnu sur la scène française.

Albert SALON, docteur d'État ès lettres, ancien ambassadeur, secrétaire général du *Haut Conseil international*, Contact : avenirlf@laposte.net tel : 01 45 32 42 84.